

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2596. – **COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES**

AVENANT N° 18 DU 18 MARS 2010

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : ASET1050931M

IDCC : 2596

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux conviennent de revaloriser l'ensemble des grilles de rémunérations.

Ainsi, le présent avenant annule et remplace les dispositions des articles 1.2 « Emplois de la coiffure », 1.2.1 « Emplois techniques de la coiffure », 1.2.2 « Emploi technique agent de maîtrise de la coiffure », 1.3 « Esthétique-cosmétique », 1.4 « Employés non techniques », 1.5 « Agents de maîtrise et cadres administratifs », 1.6 « Responsables d'établissement » et 1.7 « Animateur de réseau » de l'avenant n° 12 du 16 juillet 2008 à la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes.

Article 1^{er}

Rémunérations. – Généralités

Article 1.1

Salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels des salariés des entreprises soumises à la présente convention collective sont définis ci-après.

Article 1.2
Salaires minima conventionnels des employés de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION REQUISE	SALAIRE minimum
Assistant 100	Exerce sous le contrôle d'un coiffeur les actes techniques de la coiffure, participe aux stratégies de fidélisation de la clientèle et à la promotion des produits et services.	Salarié non diplômé	1 360
Assistant ou Coiffeur débutant 110	Accueille, utilise les méthodes de suivi technique de la clientèle. Prépare l'outillage, peut en contrôler et en assurer la désinfection.	Salarié titulaire du CAP ou Salarié justifiant de 4 à 7 années d'exercice dans la profession	1 370
Coiffeur 120	Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes : Maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encasement et de prise de congé. Participe à l'évaluation des attentes du client. Assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services. Renseigne et exploite les fichiers clients. Intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste). Assure la gestion des produits et des matériels.	Salarié non diplômé justifiant de 8 années d'exercice dans la profession ou Salarié titulaire du CAP suivi de 2 années d'exercice dans la profession ou Salarié titulaire d'une mention complémentaire (post 1998)	1 375

CLASSIFICATION coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION REQUISE	SALAIRE minimum
Coiffeur confirmé 130	Idem coiffeur coefficient 120.	Salarié titulaire du CAP suivi de 8 années d'exercice dans la profession ou Salarié titulaire d'une mention complémentaire (post 1998) suivi de 3 années d'expérience dans la profession	1 385

Tout salarié, quel que soit son niveau, pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils, bénéficiera d'une majoration de son minimum conventionnel de 48,78 €.

1.2.1. Salaires minima conventionnels des emplois techniques de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION REQUISE	SALAIRE minimum
Coiffeur qualifié 140	Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes : Maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encadrement et de prise de congé. Participe à l'évaluation des attentes du client.	Salarié titulaire du BP ou du BM	1 425
Coiffeur qualifié 150	Assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services. Renseigne et exploite les fichiers clients. Intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste). Assure la gestion des produits et des matériels.	Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 5 années d'exercice dans la profession	1 460

Tout salarié, quel que soit son niveau, pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils bénéficiera d'une majoration de son minimum conventionnel de 48,78 €.

1.2.2. Salaires minima conventionnels des employés techniques et agents de maîtrise de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION REQUISE	SALAIRE minimum
Coiffeur qualifié 160	<p>Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes :</p> <p>Maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encaissement et de prise de congé.</p> <p>Participe à l'évaluation des attentes du client.</p> <p>Assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services.</p> <p>Renseigne et exploite les fichiers clients.</p> <p>Intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste).</p> <p>Assure la gestion des produits et des matériels.</p>	Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 10 années d'exercice dans la profession	1 555

Tout salarié, quel que soit son niveau, pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils bénéficiera d'une majoration de son minimum conventionnel de 48,78 €.

Article 1.3

Salaires minima conventionnels des employés de l'esthétique-cosmétique

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEF.	SALAIRE minimum
1. Manucure et/ou maquilleur(e) débutant(e) ayant effectué une formation dûment attestée ou sanctionnée par un diplôme ou Esthéticien(ne) débutant(e) non titulaire du CAP esthétique-cosmétique mais justifiant d'une formation dispensée par un établissement technique (CFA ou lycée professionnel).	105	1 355
2. Manucure et/ou maquilleur(e) titulaire du CAP esthétique-cosmétique ou ayant au moins 3 années d'exercice dans la profession ou Esthéticien(ne) titulaire du CAP esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice dans la profession.	115	1 365
3. Manucure et/ou maquilleur(e) titulaire du CAP esthétique-cosmétique et ayant au moins 5 années dans sa spécialité après l'obtention de ce diplôme ou Esthéticien(ne) titulaire du CAP d'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme.	125	1 370
4. Esthéticien(ne) titulaire du BP ou BM ou bac pro de l'esthétique-cosmétique.	135	1 375
5. Esthéticien(ne) titulaire du BP ou BM ou bac pro de l'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme.	145	1 380
6. Esthéticien(ne) titulaire du BTS de l'esthétique-cosmétique.	155	1 400
7. Esthéticien(ne) titulaire du BTS de l'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme.	165	1 425

Article 1.4

Salaires minima conventionnels des employés non techniques

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEF.	SALAIRE minimum
1. Personnel de nettoyage ou de gros travail ; manutentionnaire.	100	1 355
2. Hôte d'accueil, de caisse et de vente ; employé de comptabilité.	110	1 365
3. Hôte d'accueil, de caisse et de vente ayant 3 années d'exercice dans la profession ou Employé(e) de comptabilité ayant 3 années d'exercice dans la profession.	120	1 370
4. Hôte d'accueil, de caisse et de vente ayant 5 années d'exercice dans la profession, aide-comptable, secrétaire.	130	1 390

Article 1.5

Salaires minima conventionnels des agents de maîtrise et cadres administratifs

(En euros.)

DÉFINITION DES EMPLOIS	COEF.	SALAIRE minimum
I. – Agents de maîtrise		
1. Secrétaire de direction.	230	1 568

DÉFINITION DES EMPLOIS	COEF.	SALAIRE minimum
2. Comptable : doit faire preuve de connaissances suffisantes pour tenir les livres légaux nécessaires à la comptabilité générale et commerciale et être capable de dresser le bilan sous les directives d'un chef comptable ou d'un expert comptable.	240	1 588
3. Attaché de direction.	250	1 649
4. Chef de service administratif, dirige sous les ordres d'un cadre supérieur ou du chef d'entreprise un service aux attributions délimitées. Directeur commercial d'un établissement comportant de 11 à 15 salariés.	285	1 811
5. Chef du personnel : agit par délégation de la direction pour l'embauche et le licenciement du personnel et les relations sociales avec celui-ci ou ses représentants. Comptable qualifié susceptible de conduire toutes les opérations de comptabilité d'entreprise jusqu'au bilan.	295	1 865
6. Directeur commercial d'un établissement comportant plus de 15 salariés.	305	1 950
II. – Cadres administratifs		
Directeur administratif : assure la coordination de plusieurs services d'une entreprise sous la direction du chef d'entreprise ou d'un cadre supérieur.	330	2 070
Cadres occupant des positions hiérarchiques supérieures		
Elles comprennent des cadres ou assimilés occupant des positions hiérarchiques supérieures à celles rangées dans les positions types précédentes. Des accords individuels assureront à chacun des collaborateurs intéressés un coefficient et des appointements en rapport avec les fonctions qu'ils exercent.	> 330	2 345

Article 1.6

Salaires minima conventionnels des responsables d'établissement

(En euros.)

NIVEAU - DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEF.	SALAIRE minimum
Responsable d'établissement (établissement de 0 à 9 salariés)	300	1 817
Responsable d'établissement (établissement de 10 à 19 salariés)	370	2 131
Responsable d'établissement (établissement de 20 salariés et plus)	500	2 704

Conformément à l'article 8.2.5 de la convention collective nationale de la coiffure du 10 juillet 2006, les responsables d'établissement dont l'organisation du temps de travail s'effectue sous forme de forfait en jours se verront appliquer une majoration minimum de leur rémunération de 10 % des minima conventionnels fixés ci-dessus.

Article 1.7

Salaires minima conventionnels des animateurs de réseau

(En euros.)

NIVEAU - DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEF.	SALAIRE minimum
Animateur de réseau (de 2 à 5 établissements)	510	2 537
Animateur de réseau (de 6 à 10 établissements)	520	2 659
Animateur de réseau (de plus de 10 établissements)	530	2 745

Article 2

Le présent accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil qui suivra la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, date à laquelle il annulera et remplacera les dispositions visées dans le préambule du présent avenant.

Article 3

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes du 10 juillet 2006.

Article 4

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Article 5

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 18 mars 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNCF ;

CNEC.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;

FO ;

CSFV CFTC.